Avril 2008

منظمة الأغذية والزراعة للأمم المتحدة | 联合国粮食及农业组织 | Food and Agriculture Organization of the United Nations | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture | Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación

TRENTIÈME CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

Brasilia, Brésil, 14-18 avril 2008

DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Monsieur le Président de la République,
Monsieur le Président du Conseil,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Introduction

C'est pour moi un honneur et un très grand plaisir d'être aujourd'hui parmi vous pour la trentième Conférence régionale de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Au nom de l'Organisation et en votre nom à tous, je souhaiterais exprimer à Son Excellence le Président Luiz Inácio Lula da Silva, à son Gouvernement et au peuple brésilien notre profonde gratitude pour leur hospitalité et leur accueil chaleureux.

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde et dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes

Depuis 2003, l'économie mondiale connaît une croissance annuelle de 3,5 pour cent. Cette progression a été supérieure en Amérique latine et dans les Caraïbes où la croissance économique a connu une moyenne annuelle de presque 5 pour cent.

La région a su profiter de cette conjoncture favorable. Entre 1990 et 2002, la population régionale qui vivait dans l'extrême pauvreté avait atteint les 97 millions. En 2007, ce chiffre a été réduit de presque un tiers pour atteindre 69 millions.

Au niveau mondial, malgré les engagements du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) de 1996 et du Sommet du Millénaire de 2000, l'examen des données les plus récentes concernant l'insécurité alimentaire révèle que la diminution tendancielle du nombre des affamés s'est arrêtée: 862 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2002-2004 au lieu de 854 millions en 2001-2003.

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

W/K2321/f

Dans la région, entre 1990-92 et 2002-04, le nombre de personnes sous-alimentées a diminué de 7,3 millions, soit une réduction de 3 pour cent. En ce sens, l'Amérique latine et les Caraïbes ont progressé de façon encourageante sur la voie de la réalisation du premier Objectif du millénaire pour le développement. Cependant, la région est encore éloignée de l'objectif fixé par le Sommet mondial de l'alimentation, qui vise à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de la faim à l'horizon 2015.

En 2002-04, 52,1 millions d'habitants, soit 10 pour cent de la population de la région, étaient encore victimes de la faim. Les plus gravement touchées restent les populations autochtones dont les revenus sont de 45 à 60 pour cent inférieurs à la moyenne régionale.

L'initiative « L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim » s'est fixée un objectif ambitieux visant à l'éradication totale de la faim. C'est un défi qui est à notre portée.

L'Amérique latine et les Caraïbes présentent un excédent de 31 pour cent en matière de ressources alimentaires. Le problème de la faim dans la région n'est donc pas lié à la production, mais à l'accès à l'alimentation. L'augmentation des exportations doit permettre une amélioration des recettes et donc des revenus susceptibles d'être distribués.

Monsieur le Président de la République,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Problèmes et enjeux mondiaux et régionaux

La hausse actuelle des prix des produits alimentaires est un défi majeur, car la sécurité alimentaire de millions de personnes dans le monde est aujourd'hui menacée. Entre janvier 2007 et janvier 2008, l'Indice des prix des denrées alimentaires de la FAO a augmenté de 47 pour cent. Cette hausse des prix a été impulsée principalement par les produits céréaliers (62 pour cent), les huiles végétales (85 pour cent) et les produits laitiers (69 pour cent). Pour 2008, malgré une hausse prévisible de 2,6 pour cent de la production céréalière mondiale, les prix de la plupart des céréales devraient rester à des niveaux élevés et certains devraient continuer d'augmenter. Les stocks de céréales vont continuer à diminuer pour atteindre 405 millions de tonnes à la fin des campagnes agricoles de 2008, soit leur niveau le plus bas depuis 1982.

En conséquence, la facture d'importations alimentaires des 82 pays à faible revenu et à déficit vivrier, dont quatre appartiennent à la région, à savoir l'Équateur, Haïti, le Honduras et le Nicaragua, va augmenter de 35 pour cent. Il est donc primordial de protéger les populations vulnérables de la région. Ceci nécessite la mise en œuvre de mesures immédiates pour augmenter rapidement la production alimentaire locale et prévenir les effets négatifs d'une nouvelle escalade des prix.

C'est pourquoi, en décembre dernier, j'ai lancé une initiative pour soutenir les pays les plus touchés et protéger les plus démunis face à la flambée des prix des aliments en améliorant l'accès aux intrants pour les agriculteurs pauvres des pays à faible revenu et à déficit alimentaire afin de doper la production agricole locale. Nous encourageons les gouvernements, les institutions internationales et les agences bilatérales de développement à contribuer à cette initiative, car si la FAO a déjà alloué 17 millions de dollars sur ses ressources internes à ce programme, il conviendrait d'atteindre 1,7 milliard de dollars pour avoir l'impact mondial attendu.

Les biocarburants

L'essor actuel des biocarburants est l'objet d'un large débat dans le monde. La FAO reconnaît que ces nouveaux produits pourraient se développer en réponse à des considérations à la fois commerciales, énergétiques et agricoles. A ce stade, nous pouvons encore organiser ce secteur afin qu'il profite aux plus pauvres par une amélioration de leurs revenus et par un accès à l'énergie plus aisé au plan local.

Cette question est très complexe. Le caractère positif ou négatif de l'incidence du développement des bioénergies sur la sécurité alimentaire va dépendre des politiques adoptées à l'échelle nationale et internationale sur la production et la distribution nationales mais aussi les facteurs affectant le commerce international, notamment les subventions et les droits à l'importation.

Le changement climatique

Pour faire face aux problèmes liés au changement climatique, une action urgente doit être menée sur différents fronts. Les ouragans et les tempêtes tropicales en Amérique centrale et dans les Caraïbes, les récentes inondations en Bolivie provoquées par « La Niña » et les pluies torrentielles qui se sont abattues sur l'Équateur sont autant d'exemples récents de ses effets dévastateurs.

Je voudrais exprimer toute ma solidarité aux pays touchés par ces catastrophes naturelles et les assurer de l'engagement de la FAO à leur côté. Outre l'aide d'urgence qu'elle apporte, l'Organisation va continuer à contribuer au rétablissement des capacités de production agricole et à la réduction de la vulnérabilité des populations affectées.

Le développement agricole en Amérique latine et dans les Caraïbes au cours de la période 2006-2007

D'après des données de 2006, l'agriculture représente 6,4 pour cent du produit brut total de la région et sa croissance annuelle est d'environ 4,6 pour cent. Le secteur agricole dit « élargi », qui inclut les relations en amont et en aval, représente, pour sa part, environ 30 pour cent du produit brut de la région, et joue un rôle déterminant sur les marchés agricoles mondiaux.

La production agricole peut encore progresser. À la fin des années 90, il y avait dans la région 162 millions d'hectares de terres arables, superficie qui pourrait atteindre 223 millions d'hectares en 2030 sans compromettre les forêts.

Les cultures

L'Amérique latine et les Caraïbes ont produit, en 2007, un total de 170 millions de tonnes de céréales, ce qui en fait la région dont les gains de production sont les plus importants.

Il faut continuer à investir dans le domaine des infrastructures rurales et des technologies si l'on veut améliorer la production. Il est important de cibler la recherche sur la mise au point de variétés qui soient résistantes au changement climatique afin de pouvoir nourrir une population mondiale qui atteindra 9 milliards de personnes en 2050.

L'élevage

La région est le principal exportateur mondial de viande bovine et de volaille et le troisième exportateur de viande de porc. Pour continuer de jouer un rôle de premier plan sur le marché mondial du bétail, il est important de redoubler d'efforts pour prévenir et contrôler les maladies transfrontières. Leur éradication doit constituer une priorité pour la

région. À l'heure actuelle, les deux principales menaces pour la production animale régionale sont la fièvre aphteuse et la grippe aviaire.

Pour l'heure, les pays de la région sont toujours indemnes du virus H5N1 de la grippe aviaire hautement pathogène, mais il ne faut pas toutefois négliger le risque d'introduction de ce virus dans la région par le biais des échanges commerciaux internationaux et du déplacement des oiseaux migrateurs. C'est pourquoi il est important de renforcer les mesures de prévention et de réaction rapide.

Le secteur forestier

La production forestière en Amérique latine et dans les Caraïbes a continué de croître en 2006-2007 grâce à l'augmentation de la demande intérieure et des exportations vers l'Asie et l'Amérique du Nord. En outre, il y a l'effet de l'offre additionnelle résultant de plantations forestières particulièrement dynamiques dans les pays du Sud.

Le secteur des forêts représente plus de 25 milliards de dollars EU des exportations régionales. Il fournit des emplois directs à plus de 2 millions de personnes et des emplois indirects à 10 millions de personnes.

Mais l'Amérique latine et les Caraïbes connaissent de graves problèmes de dégradation et de déforestation contre lesquels il faut lutter.

La pêche et l'aquaculture

Le secteur des pêches et de l'aquaculture est très important pour la région. En 2005, les produits de la pêche, dont 90 pour cent sont des produits de la mer, représentaient 22 pour cent du total mondial. L'aquaculture, qui est particulièrement dynamique dans la région a, depuis 1996, doublé sa participation à la production à raison de 7 pour cent.

Les problèmes qui se posent pour les pêcheries sont liés à la surexploitation des ressources halieutiques, et pour l'aquaculture à l'impact sur l'environnement. Cette situation justifie un renforcement du cadre réglementaire et institutionnel et le recours à une planification stratégique associée à de nouveaux investissements dans le secteur de l'aquaculture.

Monsieur le Président de la République
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Contraintes

Le secteur agricole peut se développer si certaines contraintes sont surmontées. La région se heurte en effet à trois grandes limitations: un manque de stratégie à long terme, des investissements publics insuffisants et une gestion des dépenses de l'agriculture encore largement perfectible.

Il faut donc :

- Un effort de coordination pour une meilleure intégration des secteurs public et privé, y compris les petits exploitants.
- Une aide immédiate en faveur des familles vulnérables qui doit aller de pair avec des investissements pour leur permettre de subvenir elles-mêmes à leurs besoins.

- Enfin, les dépenses doivent augmenter en quantité, mais aussi en qualité en accordant une grande attention au suivi et aux évaluations économiques et sociales des programmes.

Questions inscrites à l'ordre du jour de la Conférence régionale

Tous les enjeux que je viens de mentionner ont été inscrits à l'ordre du jour de cette trentième Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Un autre point important de l'ordre du jour sera la table ronde sur la suite donnée à la Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural.

Conclusions

Monsieur le Président de la République,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Le développement de l'agriculture est vital pour relever les défis majeurs à l'échelle mondiale, notamment l'insécurité alimentaire et l'extrême pauvreté.

En 2008, pour la première fois en un quart de siècle, la Banque mondiale a consacré son *Rapport sur le développement dans le monde* au thème de l'agriculture. La FAO est heureuse de constater que le travail persévérant d'information et de sensibilisation sur l'importance de l'agriculture commence à porter ses fruits.

Du 3 au 5 juin 2008 à Rome, les chefs d'Etat et de gouvernement des Etats Membres se réuniront au Sommet sur la sécurité alimentaire du monde, à un moment où les émeutes de la faim se propagent sur les différents continents. Ce sera une occasion particulière pour adopter les politiques, stratégies et programmes nécessaires pour relever les grands défis qui, au-delà de la hausse des prix, posent le problème de la production agricole, surtout dans les pays pauvres. Je voudrais souligner donc la nécessité d'une représentation de vos différents pays par leurs chefs d'Etat et de gouvernement à ce Sommet, compte tenu de l'importance de ces différents thèmes pour votre région et pour le monde, et des conflits sociaux et politiques actuels provoqués par la hausse des prix des denrées alimentaires et l'inflation.

J'exprime ma gratitude au Président Lula qui, dès juin 2007, a été le premier Chef d'Etat à encourager cette initiative et qui donne, avec les programmes Fome Zero, PRONAF, PRODUZIR, GESTAR, Bolsa Familia et Alimentación Escolar, un leadership exemplaire dans la lutte contre la faim.

Je vous remercie de votre aimable attention et souhaite plein succès à vos travaux.